Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 85

p.a.f. 0,80 € - octobre 2018

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskyste)

Après les élections:

la lutte des classes continue

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Sur le volcan

La bourse chinoise chute. Les bourses de Shanghai et Shenzhen ont perdu 36 % depuis le mois de janvier, ce qui représente quelque 3 000 milliards de dollars évaporés en quelques mois.

Comme à chaque fois, devant la baisse, les petits actionnaires vendent, accentuant la baisse. Et la baisse est aggravée par la défiance des marchés financiers envers la Chine, dans le contexte de guerre commerciale que lui mènent les États-Unis.

Une fois de plus le système financier à l'échelle mondiale entraîne toute la société au bord du gouffre. Et à chaque fois ce sont les populations qui trinquent. Et durement ! Fermetures d'entreprises, synonymes de licenciements, de misère, voire de guerres, il est urgent de s'organiser pour mettre un coup d'arrêt à ce système en folie.

Pauvreté : des chiffres qui valent condamnation

Selon la Banque mondiale, 3,4 milliards de personnes, soit près de la moitié de la population de la planète, vivent avec moins de 5 euros par jour. Mais la Banque mondiale se garde bien de rappeler que les richesses de la bourgeoisie connaissent, elles, une explosion indécente.

Concentration de la richesse d'un côté, paupérisation de la grande majorité de l'autre, Karl Marx il y a déjà 150 ans en mettait à nu le mécanisme. Il en tirait la conclusion que le monde du travail doit s'emparer des formidables moyens de production existants pour les mettre au service de la collectivité. Une conclusion qui reste on ne peut plus valable aujourd'hui.

Orban jette le masque

Le gouvernement hongrois de Victor Orban vient de décider une loi qui interdit aux sans-abris de dormir dans la rue. La police pourra détruire leurs abris de fortune, saisir leurs quelques biens et les envoyer en prison.

Orban fait partie de ces démagogues d'extrême droite qui veulent faire croire que se montrer dur contre les migrants, améliorerait le sort du reste de la population.

Il vient de démontrer que son mépris contre les pauvres ne connaît ni frontière ni nationalité.



Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotsky, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :
http://www.lutte-ouvriere.be
et sur facebook:
LutteOuvrière.Arbeidersstrijd

Abonnements:

Normal: 10 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Après les élections communales, la lutte des classes continue

Dans ces élections communales et provinciales, les partis des gouvernements ont été sanctionnés par les électeurs : MR, N-VA et CD&V reculent, et aussi sp.a et PS, bien qu'ils soient actuellement évincés des charges ministérielles. Les électeurs perdus par la N-VA sont souvent retournés au Vlaams Belang qui sort renforcé du scrutin.

Mais ce sont surtout les partis écologistes et le PTB qui ont attiré les électeurs mécontents des partis gouvernementaux. Ainsi, le PTB obtient des élus dans plus de villes en Flandre, il augmente fortement son score à Bruxelles et devient le deuxième parti derrière le PS dans plusieurs grandes villes wallonnes où il s'est présenté.

Le PTB est ainsi invité aux négociations des coalitions communales par le PS à Charleroi, Herstal, La Louvière, Molenbeek… A Charleroi, Paul Magnette lui propose même l'échevinat du logement en déclarant que le PTB « doit prendre ses responsabilités et faire des compromis ».

Ce que Magnette appelle « prendre ses responsabilités », c'est gérer au niveau communal l'austérité imposée par les gouvernements au détriment de la population et au profit du patronat. Cette politique au service des capitalistes, le PS la pratique depuis plus de 100 ans. Cela a conduit nombre de dirigeants du PS à se comporter comme des patrons et gérer les budgets à leur disposition pour s'enrichir personnellement. Accepter de gérer de grandes communes avec le PS, c'est accepter d'être un rouage de la politique du patronat.

Le piège de Magnette est à peine voilé, car ni Charleroi, ni les autres villes ravagées par le chômage où le PTB s'est présenté, n'ont les budgets pour construire des logements publics.

L'argent pour construire des logements de qualité et abordables existe pourtant, et aussi l'argent pour garantir à tous un travail et un salaire suffisant pour vivre correctement, sans avoir recours aux aides sociales et au logement social. Mais cet argent est dans les mains des riches actionnaires des grandes entreprises du BEL20 qui ont augmenté leurs profits de 56% l'année passée.

Se donner pour objectif de « faire payer les riches », un ancien slogan du PTB, est une urgence pour le monde du travail écrasé par le chômage, avec des salaires et pensions à la baisse, et des conditions de travail dégradées. Le rapport de force nécessaire à cette « politique de rupture » avec la politique patronale, ne réside pas dans les urnes et encore moins dans les gouvernements, mais dans des luttes généralisées et conscientes du monde du travail.

Pour récupérer les richesses produites par les travailleurs et volées par les actionnaires des grandes entreprises et des banques, il faut être prêt à s'attaquer au vrai pouvoir, celui de la classe capitaliste. Les capitalistes prétendent ne pas avoir les moyens d'embaucher, ni d'augmenter les salaires. Et ils se protègent derrière le secret des affaires. Alors il faudra que les travailleurs imposent eux-mêmes le contrôle des comptes des entreprises et des banques. Cette perspective de lutte est actuellement à contre-courant et encore minoritaire. Mais l'aggravation de la crise économique, et des crises politiques qui s'en suivent, va remettre cette perspective à l'ordre du jour.

Dans son désir de gagner des électeurs sans s'opposer aux illusions électorales pendant la campagne, le PTB s'est mis dans la situation d'accepter de se compromettre avec le PS… ou de décevoir toute une partie de ses électeurs.

Le PTB doit une grande partie de sa progression électorale au milieu syndical, surtout FGTB. La FGTB wallonne, encore très liée au PS, ne cesse de réclamer des « majorités de gauche », PS-PTB-Ecolo, dans les villes aujourd'hui, dans les gouvernements régionaux et le gouvernement fédéral demain. Dans l'espoir illusoire qu'avec une telle alliance, le PS mène une politique de défense des intérêts des travailleurs.

La perspective qu'une nouvelle majorité de gauche améliore la vie des travailleurs est un leurre ! Le programme du prochain gouvernement est déjà écrit par la FEB et son contenu connu : « encore plus de profit malgré la crise ». Un programme qui signifie appauvrir la population laborieuse. Accepter un échevinat dans une grande ville, accepter une charge ministérielle, c'est accepter d'exécuter la politique de la classe capitaliste. Tel que Syriza le fait en Grèce. Le PTB, s'il s'y laisse pousser, n'échappera pas à cette règle.

Les élections finies, patronat et gouvernements continuent leur guerre de classe contre le monde du travail. Les militants qui souhaitent le renforcement du camp des travailleurs, doivent aider les travailleurs à voir clair dans les pièges, notamment électoralistes, à se préparer à la lutte, y compris jusqu'au renversement du capitalisme.

Dans la fonction publique wallonne: en grève contre le sous-effectif

Vendredi 19 octobre, les trois organisations syndicales de la fonction publique wallonne appelaient les agents à faire grève. Des assemblées générales avaient été organisées durant la semaine précédant la grève, à Mons, Charleroi, Namur et Liège, où tous les travailleurs syndiqués et non syndiqués étaient invités.

Les représentants syndicaux y ont exposé les motifs de leur mot d'ordre de grève : la non application de plusieurs accords sociaux par le gouvernement wallon concernant la statutarisation d'une partie des contractuels, le refus de revaloriser les salaires, revalorisation pourtant limitée par les syndicats eux-mêmes à une seule catégorie d'agents, l'extension de la politique de non remplacement des départs aux services dits « continus » qui en étaient préservés jusqu'ici, le refus d'appliquer la diminution du temps de travail pour les travailleurs âgés exerçant une fonction pénible, une mesure pourtant partiellement financée par les travailleurs eux-mêmes via la perte de jours de congés, etc.

Depuis des années, les organisations syndicales signent des accords sociaux qui divisent les travailleurs de la fonction publique en catégories aux statuts différents. A présent, les représentants syndicaux doivent reconnaître piteusement que le gouvernement wallon ne veut même pas appliquer ces accords sociaux catégoriels et très limités.



À l'assemblée de Mons, qui rassemblait 90 personnes, les agents se sont exprimés sur les problèmes qui les préoccupent. Tous ceux qui prenaient la parole, dénonçaient la diminution des effectifs et l'augmentation de la charge de travail, l'épuisement des collègues. Des voix réclamaient « de véritables grèves, comme celles des gardiens de prisons ».

Prenant eux-mêmes l'initiative, les travailleurs du service d'archéologie à Mons ont accroché une banderole de 4 mètres sur la façade du bâtiment du Béguinage, exprimant le sentiment général : Non au sous-effectif. Embauchez !!! Cette première mobilisation est un gage pour l'avenir, car il va falloir se défendre !

Mestdagh : la grève s'impose

Les travailleurs du groupe Mestdagh (Carrefour Market) ont fait grève pendant trois jours. Le groupe veut supprimer entre 340 et 450 postes sur 2 300 et augmenter la charge de travail de ceux qui restent.

Les syndicats ont axé la négociation sur les départs à la prépension à 56 ans (en fait le chômage avec un complément de l'entreprise). Mais la direction fait trainer les négociations en longueur et en 2019, la nouvelle loi fera que les départ à 56 ans ne seront plus possibles. De plus, cela ne règle évidemment pas la situation de ceux qui restent et qui vont se retrouver avec une surcharge de travail encore plus importante.

Pour ne pas se laisser diviser, les travailleurs n'ont qu'un moyen : décider collectivement d'un cahier de revendications et de ceux qui veulent rester et de ceux qui veulent partir. Et à partir de là, chercher à étendre leur mouvement vers les travailleurs des autres chaines et d'autres entreprises, car on est tous confrontés au même problème de l'intensification de l'exploitation.

C'est la seule chance de faire reculer la direction.

BPOST : Grèves contre la surcharge de travail

Fin septembre, des grèves spontanées se déclaraient à Audenaarde puis à Menen en Flandre. Début octobre à Mons, vendredi passé à Anderlecht. Partout, les mêmes causes : la surcharge de travail imposée aux facteurs qui n'arrivent pas à assurer toute la distribution, qui font des heures supplémentaires non payées. La direction des bureaux a chaque fois acordé des intérimaires. Mais les facteurs réclament des embauches définitives. Ils ont bien raison !

Ryanair : vive la grève !

250 vols annulés : c'est le résultat de la dernière grève du personnel de cabine de la compagnie aérienne Ryanair dans six pays d'Europe.

Depuis des mois, ses hôtesses, stewards et pilotes se battent pour améliorer leurs conditions de travail et de salaire. Ils réclament des contrats correspondant au pays où ils travaillent, et non pas de droit irlandais, l'un des plus défavorables aux salariés en Europe. Ils ont déjà obligé leur patron à accepter des syndicats, alors que Ryanair les interdisait. Ils viennent aussi de forcer l'Europe à ne plus garder un silence complice sur les méthodes de Ryanair. Tant mieux !

Même la police

Près de 1 500 policiers étaient sous certificat médical au moment du sommet européen. Une façon de faire grève, notamment pour dénoncer la surcharge de travail.

Quand se mettra-t-on tous en grève, policiers compris ?

Grève aux TEC de La Louvière : vive la solidarité !

Vendredi 12 octobre, les chauffeurs de bus des TEC à La Louvière ont débrayé pour réclamer la réintégration de trois de leurs camarades qui venaient d'apprendre leur licenciement.

La direction prétend que ces travailleurs ont été trop souvent malades et elle met en doute leurs certificats et l'avis du médecin contrôle. C'est injuste et révoltant pour les collègues dont certains travaillent depuis longtemps aux TEC.

Tout le monde a compris que la direction qui s'improvise ainsi médecin, veut surtout répandre la peur chez les travailleurs. Car un tel licenciement arbitraire pourrait tomber sur n'importe qui à n'importe quel moment ! Ainsi la direction veut imposer plus de travail sans augmenter les effectifs pourtant largement insuffisants !

Cela ne fait que s'ajouter aux choix irresponsables de la direction de réaliser des baisses des coûts par tous les moyens : user les véhicules jusqu'à la corde et les faire conduire par des travailleurs fatigués qui n'ont pas osé prendre un jour de maladie…

Mais au bout, il y a le burnout, l'accident, ou… la solidarité et le refus collectif de ces conditions !

Les chauffeurs des TEC avaient mille fois raison de mener leur action qui a permis d'obtenir des améliorations des conditions de départ de leurs collègues concernés. Pour l'emporter vraiment, il faut que les mouvements s'étendent, il n'y a pas d'autre solution. Et les



conditions existent pour que des mouvements de grève s'étendent : bien des travailleurs exténués, qui attendaient en vain leur bus à la gare, nous ont raconté des situations tout à fait semblables à leur travail, quand nous leur tendions le tract pour les élections… Pourraient-ils être gagnés à une grève qui se généralise ? On ne peut y répondre qu'en essayant !

L'administration communale en grève contre la surcharge de travail

Lundi 1er octobre, une partie des employés administratifs de la Commune de La Louvière a fait grève pour dénoncer la surcharge de travail.

Seul un départ à la retraite sur trois est remplacé par une nouvelle embauche. Le nombre d'employés diminue donc rapidement… tandis que la charge de travail augmente.

Pour pallier le sous-effectif, la Commune a, de fait, allongé la journée de travail. Depuis quelques années, les tickets d'attente dans les services à la population sont distribués jusqu'à la fermeture, c'est-à-dire jusqu'à 12h30 le matin, et jusqu'à 16h l'après-midi. Alors souvent, à l'heure de partir à la pause ou de rentrer à la maison, les employés des guichets se trouvent encore avec une file d'attente à traiter. Bref, on sait quand on commence le travail, mais on ne sait jamais quand on a terminé. Une situation inacceptable et source de stress supplémentaire, notamment pour les employés avec enfants.

Dans ces conditions, les absences pour maladie augmentent, aggravant encore le problème.

Les employés de la Commune disent non au burnout et oui à l'embauche !

Une situation scandaleuse

Les salariés du CPAS de Lokeren se plaignent d'une pénurie aigüe de personnel avec comme conséquence une charge de travail insupportable.

Les responsables du CPAS, dirigé par un président Open Vld, ne se sont inquiétés de cette situation qu'après que des articles de presse aient révélé que les pensionnaires d'un home n'avaient droit qu'à un bain toutes les deux semaines, y compris durant la vague de forte chaleur de cet été.

Une situation connue dans une majorité des homes du CPAS et qui montre que le mépris des dirigeants à l'égard des travailleurs et des aînés ne connaît pas de frontière linguistique.

Diviser pour mieux régner

Le gouvernement s'en prend aux jours de maladie des fonctionnaires. Ceux-ci peuvent cumuler les jours non utilisés et les prendre en une fois dans les cas de maladie grave ou au moment du départ à la pension.

A entendre le gouvernement, il s'agit là d'un privilège inacceptable qu'il faut supprimer au nom de la non-discrimination entre les travailleurs.

Si l'équité était la préoccupation des ministres, ils appliqueraient ce même règlement à tous les travailleurs. Ce serait en fait la moindre des choses qu'en cas de maladie, souvent due au travail, les travailleurs ne se retrouvent pas dans l'insécurité d'existence !

Ce que veut le gouvernement, c'est monter les travailleurs du privé contre ceux du public, pour mieux pouvoir attaquer tout le monde.

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

La sueur est pour les travailleurs

Presse et médias ont célébré le début de la production de l'E-Tron. A côté des prouesses techniques, ils mettaient en avant le prétendu maintien et même la création d'emplois supplémentaires. Encore un peu et on invitait les travailleurs à porter des fleurs pour remercier le patron.

Pas un mot sur le chômage imposé aux travailleurs et les pertes de revenus qui vont avec. Pas un mot sur les intérimaires dont le sort est suspendu au succès de marché de ce modèle pour riches.

Pourtant, cette voiture existera grâce aux travailleurs : ouvriers, techniciens, ingénieurs… Le rôle des actionnaires se limitera à empocher les bénéfices.

A la rame

Engie Electrabel envisage la possibilité de louer des centrales électriques flottantes pour assurer l'approvisionnement électrique des ports de Flandres cet hiver. Habituellement, ces centrales flottantes sont utilisées pour des cas d'urgence dans les pays pauvres, c'est la première fois qu'elles seraient utilisées en Europe. Certes, il faudrait 6 mois pour faire venir ces centrales flottantes, actuellement utilisées en Inde et en République Dominicaine.

Le capitalisme, c'est vraiment le développement du sous-développement.



Pour l'environnement ou pour les actionnaires de l'automobile ?

Début juin a commencé l'interdiction progressive des voitures diesel pour les modèles les plus anciens et qui englobera tous les véhicules diesel en 2030. Quasiment au même moment on a commencé à être submergés de publicités nous incitant à échanger nos vieilles voitures contre des nouvelles, soi-disant moins polluantes.

Sauf que la fabrication des batteries notamment est extrêmement polluante, ainsi que la production de l'électricité supplémentaire, au charbon venant d'Allemagne ou du nucléaire belge !



Les transports en commun largement développés ce serait mieux… mais ça rapporterait moins aux trusts de l'automobile.

Elles carburent aux subsides publics

L'accord entre la SOGEPA et le constructeur chinois Thunder Power pour la fabrication d'un véhicule électrique sur l'ancien site de Caterpillar vient d'être signé. Ils en espèrent 4 000 emplois… un jour, peut-être, si tout va bien.

Ce vague espoir a cependant déjà coûté 50 millions d'euros aux autorités wallonnes. Millions que la région a accepté de verser directement sur un compte dans un paradis fiscal !

Est-ce que les voitures électriques seront l'avenir ? En tout cas, elles consomment déjà nos impôts.

Choc économique à la pompe

Les prix à la pompe ne cessent de monter et le prix du diesel a atteint maintenant le record de 1,61 €. A quand la grève pour les salaires ?!

Dieselgate : les actionnaires veulent être remboursés

Fin septembre, un procès mettant en cause la direction de Volkswagen pour avoir falsifié les logiciels mesurant les émissions de particules des moteurs diesels de ses véhicules entre 2008 et 2015 a commencé en Allemagne.

Mais lors de ce procès il ne sera pas question de la santé des populations qui ont inhalé les particules émises par les 11 millions de moteurs produits par le groupe Volkswagen. Ce sont 2 000 actionnaires (dont des banques) qui sont les plaignants et qui attaquent le PDG de l'époque, non pour avoir organisé la triche, mais pour s'être fait prendre et surtout pour les avoir prévenus trop tard : ils n'ont pas pu vendre leurs actions au prix fort avant qu'elles ne s'effondrent de 40 %. Ils demandent au tribunal de leur allouer pas moins de 9 milliards d'euros ... pour manque à gagner !



Risques de pénurie d'électricité : une société à irresponsabilité illimitée

Les médias se sont fait l'écho, ces derniers jours, des risques de coupures d'électricité dès le mois de novembre, à cause d'une pénurie d'électricité. En cause ? L'arrêt d'un sixième réacteur nucléaire sur les 7 présents en Belgique !

Avant la libéralisation de la production en 2007 et la division en trois marchés (Wallonie, Flandre, Bruxelles), les ministres se relayaient pour nous vanter les mérites de la concurrence.

D'après ces glorificateurs de l'économie capitaliste, les clients allaient être les grands bénéficiaires de la concurrence et les factures allaient baisser… Bien sûr c'est le contraire qui s'est produit !

La production et la distribution de ce bien, essentiel à tous, ont été éclatées entre diverses sociétés privées, dont l'objectif est de faire le maximum de profits pour satisfaire des actionnaires de plus en plus avides.

Ainsi Electrabel-Engie fabrique le courant, Elia le distribue dans les câbles, puis des gestionnaires de réseau s'occupent des compteurs et facturent aux clients. La CREG, la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz est censée contrôler l'ensemble de ce puzzle !

Pour augmenter leurs profits, toutes ces sociétés ont pressuré leurs salariés pour travailler toujours plus vite, toujours plus précaires, toujours plus mal payés. Et elles ont réalisé le minimum d'investissements et d'entretien.

Ainsi les centrales nucléaires ont été déclarées bonnes pour le fonctionnement malgré leur âge limite dépassé, avec l'avis complaisant de l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire (AFCN). Finalement l'AFCN ayant fini par découvrir qu'il y avait une usure anormale des centrales et que d'importantes structures de protections n'étaient pas conformes aux plans, Electrabel a dû arrêter 5 des 7 réacteurs et prévoir de longs travaux de rénovation. Quant au sixième, il doit s'arrêter pour être rechargé en combustible.

Il est évident que la concurrence entre toutes ces sociétés, loin d'améliorer la production et la distribution d'électricité, entraîne de graves dysfonctionnements qui menacent même sa fourniture !

En plus, toutes ces sociétés se retranchent derrière le secret commercial chaque fois qu'on leur demande de rendre des comptes sur leur fonctionnement et leurs choix.

Finalement les responsables de la CREG (qui, dans ces circonstances, sont de leur propre aveu contraints de faire confiance aux déclarations des sociétés privées) ont annoncé que la production d'électricité par des centrales au gaz et l'achat d'électricité à la France, allaient faire grimper les factures d'électricité des ménages qui ont souscrit un contrat à tarif variable. C'est le cas d'un peu moins de la moitié des ménages !

Mais c'est bien avant ce prétexte de pénurie d'électricité que le prix des factures d'électricité a augmenté.

Un comparateur d'énergie a calculé qu'une facture de 568 € en 2009 avait augmenté de 120 € en 2016, essentiellement à cause du transport et de la distribution, dont le prix a cru de 86 % en 7 ans !

Contrôler la production et la distribution d'énergie rapporte ! En 2018, Engie, la société mèred'Electrabel et de nombreuses autres sociétés dans le monde, a distribué plus de 1,8 milliard d'euros de dividendes aux actionnaires.

Dans ces dividendes, on trouve la part supplémentaire de bénéfice de près de 40 % sur chaque kWh vendu en Belgique par le simple prolongement du fonctionnement des centrales nucléaires au-delà de leur durée de vie prévue.

Ainsi, dans un pays riche et développé comme la Belgique, la gestion capitaliste où seul compte le profit, ne peux même pas garantir la simple fourniture de l'électricité. Sans parler des risques bien plus graves encore que l'exploitation des centrales nucléaires vétustes fait courir à toute la population.

Tout cela n'empêche pas les dirigeants capitalistes, et ceux qui les servent dans les gouvernements, de nous prêcher la résignation. Ils nous disent que si ce système économique n'est pas parfait, c'est quand même le meilleur et que ceux qui sont élus, aux gouvernements ou dans les communes, vont l'améliorer peu à peu… Mais c'est faux ! Au lieu de s'améliorer peu à peu le monde capitaliste se dégrade de plus en plus vite et ce scandale de l'électricité en est un symptôme de plus.

C'est pour cela qu'on ne peut pas compter sur les élections pour changer les choses : ceux que l'on va élire n'ont pas de pouvoir. Le vrai pouvoir est entre les mains des actionnaires, des banques, en fait d'une petite minorité de milliardaires.

C'est pour cela que quel que soit le vote qu'on va faire dimanche 14, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de se préparer à des luttes importantes pour faire reculer les capitalistes d'abord et les renverser finalement quand on en aura la force.

Italie : quel revenu de citoyenneté ?

Fin septembre, Luigi Di Maio annonçait triomphant avoir obtenu que son projet de revenu de citoyenneté soit inclu dans le prochain budget, quitte à augmenter la prévision de déficit à 2,4 % du PIB.

« Nous ramenons à la maison le budget du peuple qui, pour la première fois, efface la pauvreté grâce au revenu de citoyenneté auquel dix milliards sont réservés » a affirmé Di Maio. Le ministre du Mouvement 5 Étoiles (M5S) dans ce gouvernement de coalition est en concurrence avec Salvini, ministre de l'Intérieur et membre du parti d'extrême droite La Ligue.

L'attribution d'un revenu minimum était l'une des promesses de campagne du M5S et elle lui a valu de remporter haut la main les élections dans les régions les plus touchées par la pauvreté. Dans le sud du pays, près de 25 % des familles sont considérées dans une situation de pauvreté relative et plus de 10 % en pauvreté absolue.

Le revenu de citoyenneté était donc pour Di Maio un objectif politique essentiel, d'autant que, depuis le début du gouvernement de coalition, c'est Salvini qui occupe le devant de la scène avec une politique agressive contre les migrants et des déclarations tonitruantes pour dire qu'avec lui, l'Italie et les Italiens ne sont plus aux ordres de l'Europe.

Di Maio a donc joué à son tour le rôle du rebelle aux exigences de l'Union européenne, qui impose de ne pas creuser le déficit, d'autant que l'économie italienne est parmi les plus endettées et fragiles d'Europe. Et il a enjoint à Tria, ministre de l'Économie, indépendant de la Ligue comme du M5S, et « monsieur technique » du gouvernement, d'accepter un budget au déficit plus élevé que le 1,6 % du PIB prévu au départ.

On comprend que les millions de personnes privées de ressources puissent se réjouir à l'annonce de la prochaine mise en place d'un revenu minimum. À entendre Di Maio, plus personne ne devrait désormais toucher moins de 780 euros par mois. En réalité, ce ne sera pas le cas, puisqu'en sont d'ores et déjà exclus les étrangers ne pouvant prouver qu'ils résident en Italie depuis au moins dix ans.

Et ce revenu viendra compléter certains minima sociaux, pour arriver à 780 euros. Ainsi, les retraités qui



Soupe populaire à Milan : la pauvreté en Italie a triplé en 10 ans

touchent aujourd'hui un minimum vieillesse de 400 euros environ se verront allouer au maximum 380 euros supplémentaires.

Di Maio s'est également empressé de préciser : « Je ne donnerai pas un centime à une personne qui veut rester sur son canapé à ne rien faire. Le revenu de citoyenneté est un pacte : tu vas au centre pour l'emploi, tu fais 8 heures de travaux utiles par semaine et tu dois te former pour un travail. (…) Ensuite, je te fais trois propositions de travail. Si tu les refuses, tu perds le revenu et si tu les acceptes, tu perds aussi le revenu. » Pour illustrer son propos, il a cité en exemple l'État du Mississippi et son application web mettant les travailleurs sans emploi à disposition des patrons, ou encore les experts allemands qui gèrent le marché des mini-jobs et des centres de placement des chômeurs. Le point commun, d'un côté et de l'autre de l'Atlantique, est la possibilité de disposer de travailleurs pour un coût très bas.

Di Maio pense avoir réussi une opération politique qui lui a permis d'occuper pendant quelques jours plus de plateaux télé que son allié-rival Salvini. Les chômeurs sans revenu auront peut-être la possibilité de sortir un peu la tête hors de l'eau. Mais les conditions d'attribution de ce faible revenu de citoyenneté pourraient s'apparenter à une mise au travail forcé sous peine de privation des chômeurs de tout revenu. Conditions et salaires seront ceux voulus par les administrations et par le patronat, dispensant ceux-ci de procéder à de véritables embauches.

Les travailleurs, tous les travailleurs, ont droit à un revenu permettant de vivre, quoi qu'il en soit de la crise de l'économie, quitte à partager le travail entre tous. Ce droit, ils devront l'imposer par la lutte, sans attendre les aumônes de Di Maio.

Extrait du journal Lutte Ouvrière, France

La Louvière

Cadeau ou insulte ?

Juste avant les élections communales, les ménages à bas revenu de La Louvière qui remplissent les conditions, recevaient leur(s) rouleau(x) gratuit(s) de sacs poubelle. Après les élections, c'est la demande de payement de la taxe poubelle qui arrive dans les boîtes aux lettres.

Comme pour rappeler que les élections ne changent vraiment rien.

Notre liste Lutte ouvrière à La Louvière

Avec 623 voix, soit 1,44% des votes valables, notre liste recueille près de 2 fois plus de voix que lors de l'élection législative de 2014.

C'est un résultat encourageant et un gage pour les luttes à venir.